

Notes pour la présentation de David Tremblay à l'Assemblée générale annuelle 2003 de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario.

(David Tremblay est enseignant à l'École secondaire L'Essor de Windsor. Il est présentement président du conseil régional de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens pour le sud-ouest de l'Ontario. Il fut maire du canton de Tilbury Nord et, à ce titre, a été un des membres fondateurs de l'Association des municipalités francophones de l'Ontario. Il est porte-parole du groupe de travail SOS-Églises établi pour assurer la conservation des églises patrimoniales de deux communautés franco-ontariennes du Sud-ouest: Pointe-aux-Roches et St-Joachim. C'est en cette qualité qu'il a été invité à adresser la parole aux congressistes de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario lors de son congrès annuel 2003.)

! *Qu'est-ce qui explique mon implication personnelle dans ce dossier ?* Mes parents sont en partie responsables de mon intérêt dans la protection des droits des francophones. Ils m'ont toujours dit que je dois être fier d'être Canadien-français. Ils ont aussi toujours insisté sur le fait que si nous voulons survivre comme communauté canadienne-française, notre présence doit être bien visible dans la région. Chaque franco-ontarien et franco-ontarienne a un rôle à jouer dans la lutte pour survivre.

! *Quels sont les défis particuliers au Sud-ouest de l'Ontario?* Ce n'est pas facile nulle part de combattre pour une minorité. Mais dans certaines circonstances, cela est plus difficile que dans d'autres. Ceci est particulièrement vrai pour la minorité francophone de la région du Sud-ouest. Nous, Franco-ontariens du Sud-ouest, nous sommes quelquefois mal compris, souvent oubliés et toujours éloignés!

Quelquefois mal compris. Le fait que nous soyons peu nombreux et loin des autres francophones fait que la majorité anglophone de notre région n'est pas très sensibilisée à nos besoins et à nos droits.

Souvent oubliés: bien des gens oublient que nous sommes la plus vieille communauté établie par des Européens à l'ouest de Montréal. Les francophones n'ont jamais quitté la région depuis 1701, année de l'arrivée de Lamothe Cadillac dans notre coin du pays. Notre présence aujourd'hui dans cette région est le résultat de 300 ans de luttes et d'efforts pour survivre malgré les circonstances difficiles dans lesquelles nous nous sommes toujours retrouvés.

Toujours éloignés. Notre éloignement géographique des autres régions francophones est incontournable et a un effet d'isolement par rapport à notre appartenance à la grande communauté culturelle canadienne-française.

! *Pourquoi accorder de l'importance à la continuité entre les générations de Canadiens-français ?* Nos arrière-grands-parents ont voulu nous donner quelque chose pour marquer leur présence et nous encourager à continuer d'être des Canadiens-français. Ils ont décidé de nous construire à grand frais de grandes églises au coeur de nos villages. Des églises construites pour durer des centaines d'années. C'est-à-dire des églises construites pas seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour de nombreuses autres générations qui allaient les suivre. Et maintenant,

cent ans plus tard, des gens songent à détruire cet héritage. En détruisant ces églises, ils détruiront en même temps cette partie importante de notre identité qui nous provient du travail et de la prévoyance de nos ancêtres.

! *Pourquoi se battre pour “des briques et du mortier”, comme disent certains ?* Les édifices patrimoniaux ne sont pas que des briques et du mortier. Ils font partie de notre identité, de notre culture. Pourriez-vous vous imaginer Ottawa sans les édifices du Parlement? La ville de Québec sans le Château Frontenac? Qui oserait jamais parler de démolir ces édifices? Les églises de Pointe-aux-Roches et de St-Joachim ont la même importance pour les communautés franco-ontariennes du Sud-ouest de l’Ontario et méritent que tous les efforts soient faits pour les conserver de nos ancêtres.

! *Est-ce à cause de leur âge que ces églises ont-elles une valeur patrimoniale ?* Ce n’est pas seulement l’âge qui donne à un édifice sa valeur historique. Saviez-vous que 80% des sites historiques en Angleterre ont été construits au cours du dix-neuvième siècle et après? Dans le Sud-ouest, nous ne nous battons pas pour conserver ces églises seulement à cause de leur âge. Nous nous battons pour les sauver parce qu’elles ont une valeur culturelle pour notre communauté et aussi pour la société canadienne en général soit dit en passant.

! *La préservation de ces églises jouit-elle de l’appui populaire ?* SOS-Églises reçoit constamment des manifestations d’appui provenant de partout. Mais cette décision de démolir nos deux églises patrimoniales a certainement divisé nos villages. La division ne se fait pas selon la langue. De fait, il y a autant d’anglophones que de francophones qui nous appuient. Ces anglophones comprennent que protéger notre patrimoine est un signe de respect pour les valeurs de notre société canadienne et ils se rallient à notre cause.

! *Mais pourquoi parler de ces églises à un congrès de juristes ?* Nous croyons que le besoin pour les minorités de langues officielles de protéger leur patrimoine culturel est conforme aux intentions constitutionnelles à l’égard des communautés de langues officielles en situation minoritaire. Nous enlever notre patrimoine, c’est une façon de nous enlever notre langue. Les deux vont ensemble. Après avoir tout fait pour résoudre la situation par l’entremise du dialogue, SOS-Églises n’a pas eu le choix que d’avoir recours aux tribunaux pour arrêter la démolition de l’église de Saint-Joachim qui avait déjà commencé. Le cœur de ce village franco-ontarien était juste sur le point de disparaître. Les grues de démolition arrivaient le lendemain. Il ne nous restait que le recours à nos droits constitutionnels comme minorité de langue officielle et aux lois qui protègent notre patrimoine. Avec l’aide de Me Ronald Caza et de Me Rodrigue Escayola, nous avons pu arrêter temporairement les travaux de démolition. Nous espérons que cette suspension de la démolition sera pour toujours. Nous attendons la décision de la Cour divisionnaire sur la question suite aux audiences qui ont eu lieu début mai 2003.

! *Est-il nécessaire d'aller si loin et risquer autant pour sauver cette partie de notre patrimoine ?* Nous n'avons pas le choix. Ces églises sont très importantes parce qu'elles appartiennent au patrimoine architectural d'une communauté qui est très fragile. Elles font partie de notre identité comme Canadien-français. Aussi, elles sont une démonstration à la majorité anglophone de la présence passée, actuelle et future des Canadiens-français dans notre région. Nous sommes très peu visibles maintenant. Sans ces églises qui sont le coeur de deux rares villages franco-ontariens dans notre région, notre communauté tricentenaire deviendra presque complètement invisible aux yeux des anglophones, et aussi aux yeux de nos jeunes francophones.

! *Est-ce une querelle d'intérêt local seulement ?* Notre lutte a des répercussions ailleurs en Ontario. Si la plus vieille communauté francophone de l'Ontario ne réussit pas à sauvegarder quelque chose de si essentiel à son identité, quel est l'avenir des autres communautés de langue minoritaire de la province?

! *Quel est l'impact de SOS-Églises sur la communauté francophone dans la région?* SOS-Églises est devenu un point de ralliement des francophones de notre région. Les francophones reconnaissent de plus en plus que leur identité, c'est plus que tout simplement parler français. Cela comprend aussi leur culture, leur histoire, leurs valeurs, et leur patrimoine.

Comme les églises ancestrales elles-mêmes, SOS-Églises se voit comme un pont entre les générations. Nous de la génération d'aujourd'hui essayons de donner aux générations futures le fruit des efforts des générations passées. Nous voulons respecter les générations qui ont lutté avant nous pour que les prochaines générations n'oublient pas leur héritage.

! *Mais pourquoi ?* Par respect, par reconnaissance, et parce que nous sommes heureux d'être Canadiens-français et nous voulons le rester.